



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 63.259/4
du 30 avril 2018

advies 63.259/4
van 30 april 2018

sur

over

un « projet d'arrêté royal de
présentation d'un projet de loi
modifiant la loi du
3 novembre 2001 relative à la
création de la Société belge
d'Investissement pour les Pays
en Développement »

een “ontwerp van koninklijk
besluit tot indiening van een
wetsontwerp tot wijziging van
de wet van 3 november 2001
tot oprichting van de Belgische
Investeringsmaatschappij voor
Ontwikkelingslanden”

Le 3 avril 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un « projet d'arrêté royal de présentation d'un projet de loi modifiant la loi du 3 novembre 2001 relative à la création de la Société belge d'Investissement pour les Pays en Développement ».

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 30 avril 2018. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Bernard BLERO et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Marianne DONY, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Benoît JADOT, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 30 avril 2018.

*

Op 3 april 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eersteminister en Minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een “ontwerp van koninklijk besluit tot indiening van een wetsontwerp tot wijziging van de wet van 3 november 2001 tot oprichting van de Belgische Investeringsmaatschappij voor Ontwikkelingslanden”.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 30 april 2018. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Bernard BLERO en Wanda VOGEL, staatsraden, Christian BEHRENDT en Marianne DONY, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Benoît JADOT, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 30 april 2018.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet [‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION PRÉALABLE

Le 30 mars 2018, le Conseil des ministres a décidé de soumettre l'avant-projet de loi en même temps à l'avis de l'Institut des comptes nationaux et à l'avis de la section de législation.

S'il était décidé, pour donner suite à l'avis de l'Institut des comptes nationaux, d'apporter à l'avant-projet des modifications indépendantes des observations formulées par la section de législation, celle-ci devrait être saisie à nouveau du dossier en vue de donner un avis sur les dispositions ainsi modifiées.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. L'avant-projet de loi à l'examen apporte diverses modifications aux règles relatives au contrat de gestion que sont appelés à conclure l'État belge et la Société belge d'investissement pour les pays en développement (en abrégé, ci-après, « BIO »).

Il y a lieu, à ce sujet, de faire les observations suivantes :

a) L'avant-projet complète la liste des matières que doit régler le contrat de gestion.

Il le fait de deux manières : d'une part, en modifiant la disposition – en l'occurrence l'article 4bis, § 2 – qui, dans la loi du 3 novembre 2001 'relative à la création de la Société belge d'Investissement pour les Pays en Développement', a pour objet d'énumérer l'ensemble des matières que règle le contrat de gestion et, d'autre part, en indiquant dans plusieurs dispositions de cette loi qui sont relatives à des aspects particuliers de l'organisation de BIO que des questions déterminées relevant de ces matières sont réglées par le contrat de gestion ¹.

L'énumération des questions que le contrat de gestion est appelé à régler ferait ainsi l'objet de dispositions éparses.

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

¹ Voir l'article 2quinquies, § 2, l'article 3ter, § 5, l'article 3sexies, § 2, et l'article 9, § 4, alinéa 2, en projet, de la loi du 3 novembre 2001.

En outre, certaines de ces dispositions sont redondantes, tandis que d'autres identifient en des termes variables les questions particulières que doit régler le contrat de gestion dans une même matière déterminée ².

L'avant-projet est dès lors, sur ce point, source de difficultés de compréhension, de doubles emplois, voire d'incohérences.

Il sera revu de manière à éviter que tel soit le cas.

D'un point de vue légistique, la meilleure façon de procéder consiste à fixer la liste des questions que doit régler le contrat de gestion uniquement dans la disposition de la loi du 3 novembre 2001 dont c'est l'objet propre – à savoir l'article 4bis, § 2 –, et non pas dans d'autres dispositions.

b) La disposition qui, selon l'avant-projet, est appelée à former l'article 4bis, § 4, de la loi du 3 novembre 2001 entend prendre position sur la nature juridique du contrat de gestion :

« Le contrat de gestion ne constitue pas un acte ou un règlement visé à l'article 14 des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973.

Toutes ses clauses sont réputées contractuelles ».

Une telle disposition est contestable.

Il convient tout d'abord d'observer que la détermination de la nature juridique du contrat de gestion est avant tout tributaire d'un examen du contenu et de la portée véritable de ses dispositions. À cet égard, l'utilisation du terme « contrat » et le fait que l'acte dont il s'agit résulte d'un accord de volontés ne suffisent pas à empêcher que des dispositions du contrat de gestion qui présentent un caractère intrinsèquement réglementaire soient et doivent être qualifiées de dispositions réglementaires et puissent notamment, de ce fait, faire l'objet d'un recours en annulation auprès du Conseil d'État ³.

En outre, en tant qu'il implique que des dispositions présentant un caractère intrinsèquement réglementaire sont réputées contractuelles et ne peuvent faire l'objet d'un recours en annulation auprès du Conseil d'État, le texte à l'examen a pour conséquence que le justiciable ne dispose plus de la possibilité d'introduire un recours au Conseil d'État – susceptible de conduire à l'annulation « *erga omnes* » des dispositions réglementaires du contrat de gestion. De même il a pour conséquence de ne plus permettre au justiciable de demander au juge compétent de faire usage du pouvoir, consacré par l'article 159 de la Constitution, de ne pas appliquer un règlement illégal. Il convient de pouvoir justifier ces règles au regard des principes constitutionnels d'égalité et de non-discrimination.

² Comparer ainsi l'article 2quinquies, § 2, et l'article 4bis, § 2, 12°, en projet ; l'article 3ter, § 5, et l'article 4bis, § 2, 16°, en projet ; l'article 3sexies, § 2, et l'article 4bis, § 2, 17°, en projet ; l'article 9, § 4, alinéa 2, et l'article 4bis, § 2, 15°, en projet.

³ Voir en ce sens C.E. (15^e ch.), 13 octobre 2008, n° 187.032, Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.), et C.E. (15^e ch.), 26 juin 2015, n° 231.760, s.c.r.l. Les journaux francophones belges et consorts.

Si la disposition devait être maintenue, celle-ci serait soumise au régime de l'article 78, § 1^{er}, 4^o, de la Constitution.

2. Plusieurs dispositions de l'avant-projet attribuent directement à un ministre des pouvoirs qui reviennent normalement au Roi ou assignent des tâches précises à un service administratif nommément désigné.

Elles s'immiscent ainsi dans l'organisation et le fonctionnement internes de l'exécutif.

De telles dispositions n'ont pas leur place dans une loi.

L'avant-projet sera revu en conséquence.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

INTITULÉ

Le projet à l'examen constitue un avant-projet de loi, même s'il est exact que, d'un point de vue formel, la Chambre des représentants en sera saisie par l'intermédiaire d'un arrêté royal qui le lui présentera.

Par conséquent, dans l'intitulé, les mots « Arrêté royal de présentation d'un » seront omis.

ARRÊTÉ DE PRÉSENTATION

L'arrêté de présentation d'un projet de loi ne comporte pas de préambule. Le visa que comporte l'arrêté de présentation relatif à l'avant-projet à l'examen sera en conséquence omis.

DISPOSITIF

Article 3 ⁴

1. L'article 2bis, § 3, en projet, peut être omis dans la mesure où l'état de droit repose sur le principe selon lequel les destinataires des lois les respectent.

2. Dans l'article 2bis, § 8, alinéa 1^{er}, 9^o, en projet, les mots « titulaire d'un mandat à temps plein ou d'une fonction à temps plein » devraient être mieux précisés.

⁴ Les observations relatives à cet article reprennent, *mutatis mutandis*, des observations formulées par la section de législation à propos de dispositions analogues contenues dans l'avant-projet devenu la loi du 23 novembre 2017 'portant modification du nom de la Coopération technique belge et définition des missions et du fonctionnement de Enabel, Agence belge de développement', avis n° 61.162/4 donné le 26 avril 2017, *Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, n° 2645/1, pp. 102 et 103, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/61162.pdf>.

3. En ce qui concerne l'article 2bis, § 9, en projet, il convient d'observer que le législateur ne peut se saisir d'un fonctionnaire qui dépend du Roi et qui exerce une haute fonction au sein des services de l'État pour le placer à la disposition d'une institution comme membre de son conseil d'administration. Il est ce faisant porté atteinte à l'indépendance du pouvoir exécutif et il est perdu de vue que ce fonctionnaire est soumis à un statut élaboré par le Roi qui prévoit généralement des interdictions de cumul. À cet égard, la section de législation n'aperçoit pas comment cette personne pourrait encore remplir sa fonction principale de manière indépendante dans les rapports entre le service public fédéral qu'il représente et l'institution concernée si la loi prévoit qu'il percevra en plus de son traitement de fonctionnaire une « rémunération identique à celle des membres du conseil d'administration », laquelle, en vertu de l'article 2bis, § 6, en projet, est fixée par l'assemblée générale de cette institution.

La disposition à l'examen sera revue.

Article 4

Dans l'article 2ter, alinéa 4, en projet, il est question du « suppléant » du président du conseil d'administration.

Or, l'avant-projet ne prévoit pas de président suppléant.

Si, comme on peut le supposer, les auteurs du texte visent le vice-président du conseil d'administration, les mots « de son suppléant » seront remplacés par les mots « du vice-président ».

Article 6

L'article 2quinquies, § 6, en projet, n'est pas clair et le commentaire ne fournit aucune explication à son sujet. L'hypothèse et les conditions dans lesquelles un commissaire du Gouvernement pourrait proposer au ministre de décider, dans un délai de quatorze jours – qui, dans ce contexte, paraît fort court – de soumettre BIO à une vérification des critères de la capacité de gestion auxquels BIO doit satisfaire, ne sont pas suffisamment déterminées, de même que l'articulation entre les paragraphes 2 et 6 de l'article 2quinquies en projet. Ce mécanisme semble par ailleurs étranger au contrôle organisé dans la disposition qui, selon l'avant-projet, est appelée à remplacer l'article 5 de la loi du 3 novembre 2001⁵.

Article 9

Au 1^o et au 5^o de l'article 3ter, § 1^{er}, alinéa 2, en projet, la question se pose de savoir si, lorsque le texte fait mention d'un financement par BIO, il vise toute forme de

⁵ Cette observation reprend, *mutatis mutandis*, une observation formulée à propos d'une disposition analogue dans l'avis n° 61.162/4, précité, *Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, n° 2645/1, pp. 100 et 101.

financement par BIO ou seulement, comme tel est le cas dans l'état actuel de l'article 3^{ter}, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 3 novembre 2001, d'autres formes de financement qu'un subside.

Le texte sera réexaminé et, le cas échéant, revu sur ce point.

Article 13

L'adaptation de la ponctuation finale consécutivement à la modification d'une énumération ne justifie pas le remplacement du texte existant par un dispositif identique.

La modification figurant au 1^o doit en conséquence être omise.

Article 15

Dans l'article 5, § 3, alinéa 8, troisième phrase, en projet, il faut faire état du délai prescrit à l'alinéa 5, et non pas à l'alinéa 3.

Articles 16 et 17

La différence entre le texte néerlandais et le texte français, dont le commentaire des articles à l'examen fait état, tient uniquement à la formulation retenue par les auteurs de l'avant-projet.

Cette différence disparaîtrait si la modification qu'il est envisagé d'apporter au texte néerlandais de l'article 5^{bis}, § 2, de la loi du 3 novembre 2001 consistait à remplacer les mots « *de raad van bestuur* » par les mots « *de algemene vergadering* ».

Procéder de la sorte permettrait de consacrer un seul article à la modification apportée à l'article 5^{bis}, § 2, de la loi du 3 novembre 2001 et de mieux assurer le respect du bilinguisme que doit observer le législateur fédéral.

Article 19

1. Pour éviter toute confusion, l'article 9, § 1^{er}, 4^o, en projet, gagnerait à préciser qu'il vise des subsides autres que des subsides en capital.

2. Dans l'article 9, § 1^{er}, 5^o, en projet, il est question de rémunérations visées à l'article 3^{sexies}, § 2, en projet.

Or, cette dernière disposition ne fait pas mention de rémunérations.

L'avant-projet sera adapté sur ce point.

Articles 20 et 21

1. Les articles 10 à 14 de la loi du 3 novembre 2001, que les articles à l'examen entendent abroger, sont des dispositions modificatives. Celle-ci sont entrées en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge* de la loi du 3 novembre 2001 ⁶.

Or, dès que des dispositions modificatives entrent en vigueur, elles épuisent instantanément leurs effets.

Il ne sert donc à rien de les abroger.

2. En ce qui concerne l'article 20 de l'avant-projet, il résulte de son commentaire que ses auteurs partent de l'idée que l'article 161, 1^o, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe est abrogé.

Sans doute visent-ils, plus précisément, la disposition qui, à l'article 161, 1^o, de ce code, prévoit que les actes passés au nom ou en faveur de BIO sont enregistrés gratuitement.

Or, loin d'avoir été abrogée, la disposition citée est toujours en vigueur.

Il conviendrait que les auteurs de l'avant-projet précisent leur intention en tenant compte de cet élément.

À cette occasion, ils ne perdront pas de vue qu'en vertu de l'article 4, § 1^{er}, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 'relative au financement des Communautés et des Régions', les exonérations des droits d'enregistrement visés à l'article 3, alinéa 1^{er}, 6^o à 8^o, de la même loi sont de la compétence des Régions.

3. En ce qui concerne l'article 21 de l'avant-projet, comme le rappelle le commentaire de celui-ci, les articles 2, 5, 7 et 9 de la loi du 21 décembre 1998 'portant création de la « Coopération Technique Belge » sous la forme d'une société de droit public', qu'ont modifiés les articles 11 à 14 de la loi du 3 novembre 2001, ont été abrogés par la loi du 23 novembre 2017, aujourd'hui en vigueur ⁷.

Aussi, non seulement, comme indiqué dans l'observation n° 1, il ne sert à rien d'abroger les articles 11 à 14 de la loi du 3 novembre 2001, mais il serait également dépourvu de raison d'être d'abroger les dispositions que ces articles ont modifiées.

*

⁶ Ceci conformément à l'article 15 de cette loi.

⁷ En vertu de son article 52, cette loi est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING

Op 30 maart 2018 heeft de Ministerraad beslist het voorontwerp van wet tegelijkertijd voor advies voor te leggen aan het Instituut voor de nationale rekeningen en aan de afdeling Wetgeving.

Indien, om gevolg te geven aan het advies van het Instituut voor de nationale rekeningen, beslist zou worden in het voorontwerp wijzigingen aan te brengen die los staan van de opmerkingen geformuleerd door de afdeling Wetgeving, zou het dossier andermaal aan de afdeling Wetgeving voorgelegd moeten worden zodat ze opnieuw een advies kan geven over de aldus gewijzigde bepalingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Bij het voorliggende voorontwerp van wet worden verscheidene wijzigingen aangebracht in de regels met betrekking tot het beheerscontract dat gesloten zal worden tussen de Belgische staat en de Belgische Investeringsmaatschappij voor ontwikkelingslanden (hierna afgekort als “BIO”).

Dienaangaande dienen de volgende opmerkingen gemaakt te worden:

a) Bij het voorontwerp wordt de lijst aangevuld van aangelegenheden die bij het beheerscontract moeten worden geregeld.

Dat gebeurt op twee manieren: enerzijds door de bepaling – inzonderheid artikel 4bis, § 2 – te wijzigen die, in de wet van 3 november 2001 ‘tot oprichting van de Belgische Investeringsmaatschappij voor Ontwikkelingslanden’, ertoe strekt alle aangelegenheden op te sommen die bij het beheerscontract geregeld worden, en anderzijds door in verscheidene bepalingen van die wet die verband houden met bijzondere aspecten van de organisatie van BIO, aan te geven dat bepaalde kwesties die vallen onder die aangelegenheden, geregeld worden bij het beheerscontract.¹

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

¹ Zie de ontworpen artikelen 2quinquies, § 2, 3ter, § 5, 3sexies, § 2, en 9, § 4, tweede lid, van de wet van 3 november 2001.

De opsomming van de aangelegenheden die bij het beheerscontract geregeld moeten worden, zou op die manier het voorwerp uitmaken van uiteenlopende bepalingen.

Bovendien zijn sommige van die bepalingen overbodig, terwijl andere de bijzondere kwesties die bij het beheerscontract binnen een bepaalde aangelegenheid geregeld moeten worden, in variërende bewoordingen beschrijven.²

Het voorontwerp is dan ook, op dat punt, behept met onbegrijpelijkheden, herhalingen en zelfs inconsistenties.

Het moet aldus herzien worden dat een en ander vermeden wordt.

Vanuit wetgevingstechnisch oogpunt bestaat de beste werkwijze erin de lijst met de kwesties die geregeld moeten worden bij het beheerscontract uitsluitend vast te leggen in de bepaling van de wet van 3 november 2001 die specifiek daartoe strekt – te weten artikel 4bis, § 2 – en niet in andere bepalingen.

b) De bepaling die, volgens het voorontwerp, artikel 4bis, § 4, van de wet van 3 november 2001 moet vormen, spreekt zich uit over de juridische aard van het beheerscontract:

“Het beheerscontract is geen akte of reglement bedoeld in artikel 14 van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973.

Alles clauses ervan worden geacht contractueel te zijn.”

Een dergelijke bepaling is vatbaar voor kritiek.

Vooreerst dient te worden opgemerkt dat de vaststelling van de juridische aard van het beheerscontract in de eerste plaats afhangt van een onderzoek van de inhoud en van de werkelijke strekking van de bepalingen ervan. In dat opzicht volstaan het gebruik van de term “contract” en het feit dat de handeling waarover het gaat voortvloeit uit een intentieovereenkomst niet om te verhinderen dat bepalingen van het beheerscontract die een intrinsieke verordenende aard hebben, beschouwd worden of moeten worden als verordenende bepalingen en met name, daardoor, het voorwerp kunnen uitmaken van een beroep tot nietigverklaring bij de Raad van State.³

In zoverre de voorliggende tekst impliceert dat bepalingen met een intrinsiek verordenende aard geacht worden contractueel te zijn en niet het voorwerp kunnen uitmaken van een beroep tot nietigverklaring bij de Raad van State, heeft hij voorts tot gevolg dat de rechtzoekende niet langer beschikt over de mogelijkheid om een beroep in te stellen bij de Raad van State – die kan overgaan tot een vernietiging “*erga omnes*” van de verordenende bepalingen van het beheerscontract. Zo heeft de tekst ook tot gevolg dat de rechtzoekende niet langer de mogelijkheid heeft de bevoegde rechter te verzoeken gebruik te maken van de in artikel 159 van

² Vergelijk aldus de ontworpen artikelen 2quinquies, § 2, en 4bis, § 2, 12°; de ontworpen artikelen 3ter, § 5, en 4bis, § 2, 16°; de ontworpen artikelen 3sexies, § 2, en 4bis, § 2, 17°; de ontworpen artikelen 9, § 4, tweede lid, en 4bis, § 2, 15°.

³ Zie in die zin RvS (15^e k.), 13 oktober 2008, nr. 187.032, Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.), en RvS (15^e k.), 26 juni 2015, nr. 231.760, cvba Les journaux francophones belges c.s.

de grondwet verankerde bevoegdheid om geen onwettelijke verordeningen toe te passen. Die regels dienen gerechtvaardigd te kunnen worden in het licht van de grondwettelijke beginselen van gelijkheid en non-discriminatie.

Als de bepaling behouden zou blijven, zou ze onderworpen zijn aan de gelding van artikel 78, § 1, 4°, van de Grondwet.

2. Bij meerdere bepalingen van het voorontwerp worden bevoegdheden die normaal aan de Koning toekomen rechtstreeks aan een minister verleend of worden precieze opdrachten aan een bij naam genoemde administratie toegewezen.

Zij vormen aldus een inmenging in de interne organisatie en werking van de uitvoerende macht.

Dergelijke bepalingen horen niet thuis in een wet.

Het voorontwerp moet dienovereenkomstig herzien worden.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

OPSCHRIFT

Het voorliggend ontwerp vormt een voorontwerp van wet, ook al wordt het formeel aan de Kamer van volksvertegenwoordigers voorgelegd door middel van een koninklijk besluit waarmee het bij de Kamer wordt ingediend.

In het opschrift moeten de woorden “Koninklijk besluit tot indiening van een” dan ook worden weggelaten.

INDIENINGSBESLUIT

Het indieningsbesluit van een ontwerp van wet bevat geen aanhef. De aanhefverwijzing in het indieningsbesluit met betrekking tot het voorliggende voorontwerp moet dan ook weggelaten worden.

DISPOSITIEF

Artikel 3⁴

1. Het ontworpen artikel 2bis, § 3, mag weggelaten worden, aangezien de rechtsstaat berust op het beginsel dat de wetten nageleefd worden door de adressaten ervan.
2. In het ontworpen artikel 2bis, § 8, eerste lid, 9°, zouden de woorden “houder van een voltijds mandaat of een voltijdse functie” verduidelijkt moeten worden.
3. Wat het ontworpen artikel 2bis, § 9, betreft, dient te worden opgemerkt dat de wetgever een ambtenaar die ressorteert onder de Koning en die een hoge functie uitoefent binnen de diensten van de Staat, niet als lid van de raad van bestuur ter beschikking mag stellen van een instelling. Aldus wordt afbreuk gedaan aan de onafhankelijkheid van de uitvoerende macht en wordt uit het oog verloren dat die ambtenaar onder een door de Koning uitgewerkt statuut valt dat doorgaans in een cumulatieverbod voorziet. In dat verband begrijpt de afdeling Wetgeving niet hoe die persoon zijn hoofdfunctie nog in alle onafhankelijkheid zou kunnen uitoefenen in de relaties tussen de federale overheidsdienst die hij vertegenwoordigt en de betrokken instelling, als de wet bepaalt dat hij bovenop zijn ambtenarenwedge “een vergoeding [zal ontvangen] gelijk aan die van de leden van de raad van bestuur”, welke vergoeding, krachtens het ontworpen artikel 2bis, § 6, door de “algemene vergadering” van die instelling vastgesteld wordt.

De voorliggende bepaling moet herzien worden.

Artikel 4

In het ontworpen artikel 2ter, vierde lid, wordt gewag gemaakt van de “plaatsvervanger” van de voorzitter van de raad van bestuur.

Bij het voorontwerp wordt evenwel niet voorzien in een plaatsvervangend voorzitter.

Indien de stellers van de tekst de vicevoorzitter van de raad van bestuur bedoelen, zoals men kan veronderstellen, moeten de woorden “van zijn plaatsvervanger” vervangen worden door de woorden “van de vicevoorzitter”.

⁴ De opmerkingen met betrekking tot dit artikel geven, *mutatis mutandis*, de opmerkingen weer die de afdeling Wetgeving geformuleerd heeft met betrekking tot vergelijkbare bepalingen die vervat zijn in het voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 23 november 2017 ‘tot wijziging van de naam van de Belgische Technische Coöperatie en tot vaststelling van de opdrachten en de werking van Enabel, Belgisch Ontwikkelingsagentschap’, advies 61.162/4, gegeven op 26 april 2017, *Parl.St. Kamer*, 2016-17, nr. 2645/1, 102 en 103, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avdviezen/61162.pdf>.

Artikel 6

Het ontworpen artikel 2*quiquies*, § 6, is onduidelijk en in de toelichting staat geen verdere uitleg erover. Er wordt onvoldoende bepaald in welk geval en onder welke voorwaarden een regeringscommissaris de minister binnen een termijn van veertien dagen – die in die context bijzonder kort lijkt – kan voorstellen te beslissen na te gaan of BIO aan de vereiste criteria inzake beheerscapaciteit beantwoordt. Hetzelfde geldt voor de samenhang tussen de paragrafen 2 en 6 van het ontworpen artikel 2*quiquies*. Die regeling lijkt overigens buiten het toezicht te vallen dat georganiseerd wordt in de bepaling die, volgens het voorontwerp, artikel 5 van de wet van 3 november 2001 moet vervangen.⁵

Artikel 9

In de bepalingen onder 1° en onder 5° van het ontworpen artikel 3*ter*, § 1, tweede lid, rijst de vraag of, daar waar in de tekst sprake is van een financiering door BIO, alle vormen van financiering door BIO bedoeld worden, dan wel, zoals het geval is bij de huidige stand van artikel 3*ter*, § 1, derde lid, van de wet van 3 november 2001, alleen andere financieringsvormen dan subsidies.

De tekst moet opnieuw worden bekeken en in voorkomend geval op dat vlak worden herzien.

Artikel 13

Wanneer een afsluitend leesteken wordt aangepast doordat een opsomming is gewijzigd, is dat geen reden om de bestaande tekst door een identieke tekst te vervangen.

De wijziging vermeld in de bepaling onder 1° moet bijgevolg worden weggelaten.

Artikel 15

In het ontworpen artikel 5, § 3, achtste lid, derde zin, moet “de in het vijfde lid voorgeschreven termijn” worden geschreven in plaats van “de in het derde lid voorgeschreven termijn”.

Artikelen 16 en 17

Het verschil tussen de Nederlandse en de Franse tekst, waarvan in de artikelsgewijze toelichting melding wordt gemaakt, heeft enkel betrekking op de formulering door de stellers van het voorontwerp.

⁵ Deze opmerking geeft, *mutatis mutandis*, een opmerking weer die geformuleerd is in verband met een analoge bepaling in het voornoemde advies 61.162/4, *Parl.St.* Kamer, 2016-17, nr. 2645/1, 100 en 101.

Van dat verschil zou er geen sprake meer zijn als de beoogde wijziging in de Nederlandse tekst van artikel 5*bis*, § 2, van de wet van 3 november 2001, erin zou bestaan de woorden “de raad van bestuur” te vervangen door de woorden “de algemene vergadering”.

Op die manier zou het mogelijk zijn om maar één artikel te wijden aan de wijziging die wordt aangebracht in artikel 5*bis*, § 2, van de wet van 3 november 2001, en om de de tweetaligheid die de federale wetgever moet naleven, beter te waarborgen.

Artikel 19

1. Om verwarring te voorkomen, verdient het aanbeveling in het ontworpen artikel 9, § 1, 4°, te preciseren dat het betrekking heeft op andere subsidies dan kapitaalsubsidies.

2. In het ontworpen artikel 9, § 1, 5°, is er sprake van vergoedingen bedoeld in het ontworpen artikel 3*sexies*, § 2.

In die laatste bepaling wordt echter geen gewag gemaakt van vergoedingen.

Het voorontwerp moet op dat vlak worden aangepast.

Artikelen 20 en 21

1. De artikelen 10 tot en met 14 van de wet van 3 november 2001, die bij de voorliggende artikelen worden opgeheven, zijn wijzigingsbepalingen. Deze bepalingen zijn in werking getreden op de dag waarop de wet van 3 november 2001 in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.⁶

Van zodra wijzigingsbepalingen in werking zijn getreden, zijn ze echter onmiddellijk uitgewerkt.

Het heeft dan ook geen zin ze op te heffen.

2. Uit de toelichting bij artikel 20 van het voorontwerp blijkt dat de stellers ervan veronderstellen dat artikel 161, 1°, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten is opgeheven.

Wellicht beogen ze inzonderheid de bepaling die in artikel 161, 1°, van dat wetboek voorschrijft dat de akten die in naam of ten gunste van BIO worden verleden, gratis worden geregistreerd.

De aangehaalde bepaling is echter nog steeds van kracht, daar ze nog lang niet opgeheven is.

⁶ Overeenkomstig artikel 15 van die wet.

De stellers van het voorontwerp zouden hun bedoeling moeten verduidelijken, rekening houdend met dat gegeven.

Daarbij mogen ze niet uit het oog verliezen dat, krachtens artikel 4, § 1, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 ‘betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten’, de gewesten bevoegd zijn inzake de vrijstellingen van de registratierechten bedoeld in artikel 3, eerste lid, 6° tot en met 8°, van dezelfde wet.

3. Met betrekking tot artikel 21 van het voorontwerp wordt er in de toelichting daarbij aan herinnerd dat de artikelen 2, 5, 7 en 9 van de wet van 21 december 1998 ‘tot oprichting van de “Belgische Technische Coöperatie” in de vorm van een vennootschap van publiek recht’, die zijn gewijzigd bij de artikelen 11 tot 14 van de wet van 3 november 2001, zijn opgeheven bij de wet van 23 november 2017 zoals die thans van toepassing is.⁷

Zoals in opmerking 1 is vermeld, is het dus niet alleen zinloos de artikelen 11 tot 14 van de wet van 3 november 2001 op te heffen, maar zou de opheffing van de bij die artikelen gewijzigde bepalingen ook geen bestaansgrond hebben.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Martine BAGUET

⁷ Krachtens artikel 52 van deze wet is ze in werking getreden op 1 januari 2018.